

Le Répertoire National des Certifications Professionnelles (RNCP)

Résumé descriptif de la certification **Code RNCP : 11088**

Intitulé

MASTER : MASTER Droit, économie, gestion mention droit des affaires, spécialité droit des affaires et de l'entreprise/DJCE

AUTORITÉ RESPONSABLE DE LA CERTIFICATION	QUALITÉ DU(ES) SIGNATAIRE(S) DE LA CERTIFICATION
Université Rennes I	Président de l'université de Rennes I, Recteur chancelier des Universités

Niveau et/ou domaine d'activité

I (Nomenclature de 1967)

7 (Nomenclature Europe)

Convention(s) :

Code(s) NSF :

128g Droit fiscal ; Droit des affaires ; Droit pénal ; Droit de l'environnement ; Droit de la santé ; Droit de la sécurité et de la défense ; Droit du transport etc

Formacode(s) :

Résumé du référentiel d'emploi ou éléments de compétence acquis

1 - En fonction de leur évolution de carrière et de leur expérience, les diplômés du Master Mention Droit des affaires, spécialité Droit des affaires et de l'entreprise/DJCE, spécialité Droit des affaires et de l'entreprise/DJCE s'insèrent essentiellement :

- dans des cabinets d'avocats d'affaires généralistes ou spécialisés (exemples. Cabinets français : Francis Lefèvre, Fidal) Cabinets anglo-saxons : Freshfields, Landwell, White and Case, Gide, Ernst & Young) en tant que collaborateurs, associés, managing partner,
- de plus en plus, dans les entreprises publiques et privées en qualité de juristes ou fiscalistes en tant que membre d'une équipe ou directeurs de service. Exemples : Daimler-Chrysler, Chanel, Sodexo, LVMH, Yves Rocher,...

2 - De manière plus secondaire, ils s'insèrent aussi :

- dans des études de notaires en tant que pilote des services "sociétés".
- dans des établissements financiers, ils s'intègrent dans les équipes de juristes,
- des cabinets d'expertise comptable, en qualité de responsables des services juridiques.

3 - Ils se voient confier les activités suivantes :

- Dans les cabinets d'avocats et entreprises : il sont chargés du conseil aux entreprises, contribuent à l'aide à la décision, à l'optimisation des règles juridiques et fiscales, au règlement des contentieux devant les juridictions ou dans le cadre d'arbitrages, à la mise en place de processus de gestion des risques juridiques et fiscaux, à la mise en place de processus de contrôle des documents juridiques et fiscaux,...

- Dans les études de notaires : ils sont en charge des aspects juridiques et fiscaux dans les opérations de restructuration d'entreprise, de constitution de sociétés, d'achats de fonds de commerce,....

- Dans les établissements financiers : ils sont en charge des aspects juridiques des opérations de financement de projets à l'interne comme à l'international (aspects financiers et bancaires),

Dans les cabinets d'expertise comptable, le diplômé est en charge du suivi juridique des dossiers clients

Le diplômé du master mention Droit des affaires, spécialité Droit des affaires et de l'entreprise/DJCE est capable de :

- appréhender l'environnement du client ou de l'entreprise dans sa globalité et sa transversalité (fiscale, sociale, concurrence, propriété industrielle, financier, sociétaire ou contractuelle, organisationnelle et managériale),

- d'analyser une situation économique complexe au regard du droit et de la fiscalité, à l'interne comme à l'international,

- modéliser une situation d'entreprise au regard des règles juridiques et fiscales,

- d'identifier et qualifier les objectifs et les contraintes de l'entreprise et du client,

- d'identifier et qualifier les problèmes juridiques et fiscaux à résoudre : pour ce faire, il met en œuvre ses aptitudes à la transversalité,

- proposer des processus d'ingénierie juridique, financière, fiscale et sociale innovants et ajustés à la situation économique et à la vision d'entreprise portée par le dirigeant,

- mettre en place des stratégies judiciaires de manière à éviter des procès trop lourds, amener à la négociation,...

- proposer et élaborer des stratégies de négociation,

- articuler droit public et droit privé : mettre en place des partenariats public/privé, accompagner les dossiers juridiques de privatisation,

- appréhender la culture des organismes d'état pour négocier du pré-contentieux, du contentieux ou des autorisations : DGCCRF (concentration d'entreprises), services fiscaux, DRTEFP,...

- appréhender le droit sa structure, sa logique et son esprit pour faciliter la veille juridique et fiscale interne, communautaire et internationale et anticiper les évolutions fondamentales,

- mettre en perspective les données, juridiques et fiscales avec les évolutions et les actualités économiques et politiques,

- élaborer, respecter et faire respecter les processus qualité de la démarche d'accompagnement juridique et fiscal,

- s'intégrer et être actif dans des réseaux d'échanges d'idées,

- activer des réseaux pour mettre en relation les clients avec des partenaires,

- d'animer des réunions,

- de s'adapter à des interlocuteurs dont la culture et les enjeux sont hétérogènes,

- de déployer des compétences managériales : choix des compétences, animation d'équipe ou de projets, recrutements,.....

- lire, comprendre, s'exprimer à l'oral et à l'écrit en anglais.

Secteurs d'activité ou types d'emplois accessibles par le détenteur de ce diplôme, ce titre ou ce certificat

- Cabinets d'avocats
- Entreprises
- Etudes de notaires
- Etablissements financiers
- Cabinets d'expertise comptable

Les emplois accessibles et déjà occupés par les diplômés du Master Mention Droit des Affaires, spécialité Droit des affaires et de l'entreprise/DJCE sont les suivants :

- avocat (sous réserve de l'obtention du diplôme d'avocat),
- notaire (sous réserve de l'obtention du diplôme)
- juriste
- fiscaliste
- responsable de service juridique ou fiscal
- administrateur judiciaire sous réserve de l'obtention du diplôme requis
- consultant
- dirigeant d'entreprise
- inspecteur des impôts sous réserve de réussite au concours des impôts

Codes des fiches ROME les plus proches :

K1903 : Défense et conseil juridique

Modalités d'accès à cette certification

Descriptif des composantes de la certification :

En M1 : l'accès au semestre 1 est ouvert à tout titulaire d'une licence en droit, de science politique, d'école de commerce.

En M2 : recrutement sur dossier et entretien pour :

- titulaires d'une première année de master en droit,
- diplômés écoles de commerce,
- diplômés sciences politiques,
- ...

La certification se déroule sur 4 semestres.

La spécialisation "Droit des affaires et de l'entreprise/DJCE" (M2) propose des modalités pédagogiques professionnalisantes reposant :

- sur des dossiers pratiques encadrés par des professionnels et traités de manière collective : ces dossiers concernent à la fois un large panel de secteurs d'activités (Energie, NTIC, agroalimentaire, distribution) et types d'intervention (arbitrage, conseil),
- sur des activités de "terrain" en situation de stage : aide à la déclaration fiscale des contribuables, aide à l'implantation d'entreprises étrangères en Bretagne,

Les troisième et quatrième semestres du master "Droit des affaires" qui correspondent à la spécialisation "Droit des affaires et de l'entreprise/DJCE" (M2) sont consacrés aux apprentissages,

- à la négociation,
- à l'étude de cas complexes,
- à la rédaction de contrat et de statuts,
- à l'arbitrage dans chaque domaine cité ci-contre : comptabilité, finances / projets internationaux, anglais, fiscalité interne et internationale, social, économique, propriété industrielle - intellectuelle/nouvelles technologies, sociétés.

Validité des composantes acquises : illimitée

CONDITIONS D'INSCRIPTION À LA CERTIFICATION	OU/NI		COMPOSITION DES JURYS
	OUI	NON	
Après un parcours de formation sous statut d'élève ou d'étudiant	X		M1 - Jury composé d'enseignants-chercheurs et professionnels intervenants dans le diplôme
En contrat d'apprentissage		X	
Après un parcours de formation continue	X		Jury composé d'enseignants-chercheurs et professionnels intervenants dans le diplôme
En contrat de professionnalisation		X	
Par candidature individuelle	X		Jury composé d'enseignants-chercheurs et professionnels intervenants dans le diplôme
Par expérience dispositif VAE prévu en 2002	X		Composition du jury votée par L'Université de Rennes 1

	OUI	NON
Accessible en Nouvelle Calédonie		X
Accessible en Polynésie Française		X

Base légale**Référence du décret général :****Référence arrêté création (ou date 1er arrêté enregistrement) :**

Arrêté du 2 octobre 2008 relatif aux habilitations de l'université de Rennes 1

Référence du décret et/ou arrêté VAE :**Références autres :****Pour plus d'informations****Statistiques :**

2008 : 30 diplômés M2 Droit des affaires et de l'entreprise / DJCE

2009 : 30 diplômés M2 Droit de l'entreprise et des affaires / DJCE

Voir information et enquêtes du SOIE (Service Orientation Insertion Entreprise).

<http://soie.univ-rennes1.fr/>

Autres sources d'information :

<http://www.univ-rennes1.fr/>

<http://www.droit.univ-rennes1.fr/>

Site du centre de recherche : www.cda-pr.univ-rennes1.fr

Sites pour le DJCE: www.djcerennes.fr - www.fnde.fr - www.andjce.fr

[université de Rennes 1](#)

[Faculté de Droit et Science Politique](#)

[SOIE \(Service Orientation Insertion Entreprise\)](#)

Lieu(x) de certification :

Université Rennes I : Bretagne - Ille-et-Vilaine (35) [Rennes]

Université de Rennes 1

2, rue du Thabor

CS 46510

35065 Rennes Cedex

Téléphone : (33) 2 23 23 35 35

Lieu(x) de préparation à la certification déclarés par l'organisme certificateur :

Faculté de Droit et Science Politique

9, rue Jean Macé

CS 54203

35042 Rennes Cedex

Téléphone : 02 23 23 76 76

Historique de la certification :

Le master "Droit des affaires et de l'entreprise/DJCE" est l'émanation de l'école de droit des affaires de Rennes, puisqu'il a été créé depuis 38 ans à l'initiative des Professeurs CHAMPAUD, PAILLUSSEAU (pour Rennes), MOUSSERON (pour le DJCE de Montpellier), CAS (pour le DJCE d'Aix).

Conjointement à la création des diplômes DJCE, a été constituée la Fédération Nationale du Droit de l'Entreprise (FNDE) qui regroupe les DJCE ainsi que des entreprises et cabinets d'avocats.

Antérieurement nommé DESS Droit des affaires / DJCE, il est devenu un master depuis 2004.